

XÉNOPHOBIE : OUVRIR D'UR



Le 4 septembre, près de cent cinquante mille personnes ont manifesté en France, mais aussi devant les ambassades de France à Barcelone, Vienne, Bruxelles, Londres ou Bucarest, contre la politique de la peur prônée par le chef de l'Etat. Retour sur le discours de Grenoble et tout ce qu'il sous-tend. Interview.

**ENTRETIEN
AVEC
JEAN-PIERRE DUBOIS**
PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES DROITS
DE L'HOMME

Il faut revenir aux heures les plus sombres pour voir les Français classés en deux catégories : ceux de « souche » et ceux de « papier ». Lorsqu'il vise les « Français d'origine étrangère » (sic), Nicolas Sarkozy aurait-il oublié que 25 % des Français ont un grand-parent étranger ?

– Options : *La Ligue des droits de l'homme a vivement réagi au discours fait à Grenoble par le président de la République, le jugeant non seulement raciste et xénophobe, mais aussi porteur d'une menace contre la démocratie. Pouvez-vous nous en dire plus ?*

– Jean-Pierre Dubois : Qu'il s'agisse des Roms, de la «super-double peine» discriminant les Français naturalisés, ou encore de l'obligation faite aux jeunes nés en France de parents étrangers de prouver qu'ils ne sont pas des délinquants pour devenir Français, les propos tenus à la fin juillet par le président de la République s'attaquent aux fondements mêmes de la République. Nous ne sommes plus seulement dans la surenchère à laquelle l'homme nous avait habitués avant même son élection : le «Kärcher», les «racailles», les musulmans décrits égorgéant les moutons dans les baignoires. Certes, c'étaient là des termes indignes d'un responsable gouvernemental dans un pays démocratique, mais les propositions faites cet été sont d'une tout autre nature. Car elles traduisent la décision délibérée du chef de l'Etat de reprendre désormais à son compte l'intégralité des thématiques du Front national.

– *C'est-à-dire ?*

– Le trait d'égalité tiré entre immigration et délinquance, le renvoi de chacun à une identité figée, l'éthnicisation du débat sont autant d'approches qui font rupture, qui sont toutes inspirées par la rhétorique de l'extrême droite. On le sait peu, mais il y a dans l'entourage de Nicolas Sarkozy des hommes dont le passé et les idées sont véritablement d'extrême droite, comme Patrick Buisson, son conseiller «opinion», ancien directeur de *Minute*, qui lui a suggéré la création du ministère de l'Identité nationale, ou

encore Maxime Tandonnet, qui a écrit le discours de Grenoble. Il ne s'agit plus seulement aujourd'hui du côté aventurier et provocateur de la personnalité de Nicolas Sarkozy : pour la première fois, le discours est entièrement centré sur la chasse à l'autre... Et cela de manière délibérée. On n'a pas assez souligné que, dans les faits-divers utilisés par Sarkozy, aucun Rom n'était en cause, ni à Grenoble, ni à Saint-Aignan où étaient impliqués des gens du voyage, des personnes de nationalité française. Les Roms ont été introduits à dessein dans la polémique, pour utiliser des préjugés séculaires à leur encontre.

– *Une confusion délibérée ?*

– Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. C'est un positionnement calculé et relayé par un ministre de l'Intérieur condamné pour injures raciales qui, dans aucun autre pays démocratique, n'aurait été maintenu en fonctions après sa condamnation. A ce stade, ce qui se passe aujourd'hui en France est sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Il faut revenir aux heures les plus sombres pour voir les Français classés en deux catégories : ceux de «souche» et ceux de «papier». Lorsqu'il vise les «Français d'origine étrangère» (sic), Nicolas Sarkozy aurait-il oublié que 25 % des Français ont un grand-parent étranger? Lui-même aurait-il oublié d'où il vient? Et lorsqu'il ose soutenir qu'«être Français, cela se mérite», quel est donc le «mérite» qui lui a valu d'être Français? Quand on commence à manipuler les thèmes qui sont au cœur du discours de Grenoble, on ne sait jamais où l'on va en arriver. D'ores et déjà, c'est l'esprit même de la Constitution qui est attaqué, et avec lui le pacte démocratique, la notion même de peuple souverain à l'intérieur duquel les gouvernants n'ont pas le droit de trier ou de discriminer. Désormais,

GENCE DES ALTERNATIVES

la «*rupture décomplexée*» annoncée en 2007 ne vise plus seulement Mai 1968 ou même le programme du Conseil national de la Résistance, mais bien l'héritage de la Révolution française.

– Ne peut-on espérer que le chef de l'Etat passe finalement à autre chose ?

– Il faut craindre plutôt la poursuite de la surenchère. Le 7 septembre, les amendements visant une réforme des conditions de déchéance de la nationalité française seront déposés au Sénat. Et ces amendements émanent pour le moment des ministres de l'Immigration et même de l'Intérieur, alors qu'ils devraient relever du ministre de la Justice. On a même entendu le ministre de l'Industrie suggérer des réformes pénales. Il y a comme une compétition interministérielle pour renchérir sur la parole du monarque. Et je crains que, même s'il en venait à regretter d'avoir pris de tels risques, le président de la République ne puisse faire machine arrière et que la logique dans laquelle il est entré ne l'enferme jusqu'en 2012.

– Comment éviter le pire ?

– En poursuivant la mobilisation que nous avons engagée dès le 31 juillet. En quelques heures, l'appel à la manifestation du 4 septembre que nous avons lancé le 2 août a rassemblé plus de quarante organisations. D'autres, depuis, s'y sont retrouvées : nous en sommes à cent dix organisations appelantes. Le 4 septembre, il y a eu finalement cent cinquante mille personnes dans les rues pour dénoncer la politique de la peur et la xénophobie d'Etat qui s'installe. Le danger que suscite la course folle dans laquelle s'est lancé le chef de l'Etat suscite une émotion qui dépasse les clivages partisans. Des associations comme Emmaüs ou la Fnars n'ont pas hésité à se joindre à nous, tout simplement parce que le climat dans lequel nous sommes empêche de nombreux acteurs sociaux, sur le terrain, de remplir leur mission. Toutes les organisations antiracistes, toutes les organisations syndicales se sont retrouvées dans notre appel. Désormais, il ne s'agit plus de se demander si la lutte contre la xénophobie est secondaire ou principale. Nous considérons clairement ce sujet comme partie intégrante de la question sociale, comme un terrain de mobilisation lié à tous les

autres, qu'il s'agisse de la bataille pour la défense des droits des étrangers, de celle pour la défense des droits sociaux ou de celle pour l'égalité citoyenneté. On sait d'ailleurs dans quel contexte interviennent les propos de Nicolas Sarkozy : l'affaire Bettencourt, la réforme des retraites, la crise et le déclassement des couches moyennes.

– Un parfum des années 1930 ?

– Un triste parfum, oui. Dans son discours de Grenoble, Nicolas Sarkozy a encore fait référence à ce terme de «*guerre*» qu'il affectionne. Que veut-il dire ? Son projet est-il une société où nous nous opposerions sans cesse, tous contre tous ? A la vérité, il est déjà clair qu'une bonne partie de la population française n'est plus pensée par lui que comme un ennemi à stigmatiser, à punir et à exclure.

– Comment appréhender les sondages qui laissent entendre que beaucoup de citoyens suivent le chef de l'Etat dans sa politique ?

– Avec la plus grande prudence. En fonction de la formulation des questions qui sont leur posées, les sondés varient beaucoup dans leurs réponses. Les mêmes qui peuvent être tentés par le simplisme de la «*politique du pilori*» peuvent très bien adhérer, si on le leur propose de manière crédible, à un projet de société solidaire. Beaucoup de citoyens hésitent mais sont mal à l'aise face à la violence du discours sarkozyste. Alors, avec un nombre important de grandes organisations syndicales et associatives, nous allons rendre public, dans les prochaines semaines, un «*Pacte pour les droits et la citoyenneté*» qui visera à interpeller les forces politiques sur des propositions alternatives à la régression des droits et libertés. Nous ne pouvons nous laisser enfermer dans le choix dans lequel Sarkozy voudrait nous placer : soit hurler aussi fort que lui, soit nous taire. Nous voulons avoir un vrai débat citoyen, pendant qu'il en est encore temps, avant les grandes échéances électorales, avec les organisations politiques, les élus et les candidats sur la démocratie et les institutions, sur la justice, la police et les prisons, sur les droits sociaux et sur les droits des étrangers, la lutte contre la xénophobie et le racisme.

Avec un nombre important de grandes organisations syndicales et associatives, nous allons rendre public, dans les prochaines semaines, un «*Pacte pour les droits et la citoyenneté*» qui visera à interpeller les forces politiques sur des propositions alternatives à la régression des droits et libertés.

Propos recueillis par Martine HASSOUN